

ÎLE-DE-FRANCE | « Ni médiateurs ni animateurs », ils arpentent les zones sensibles pour repérer les habitants en difficulté. Zoom sur un métier mal connu, dont le rôle a été essentiel lors des récentes émeutes liées à la mort de Nahel.

# Les éducateurs de rue, ces anges gardiens des quartiers

Gwenaél Bourdon

**JULES NE SE RAPPELLE PLUS** comment il a rencontré les éducateurs d'Initiatives multiples d'actions auprès des jeunes (Imaj), à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise). « Mais ce que je sais, c'est qu'ils m'ont aidé. J'avais 19 ans, je cherchais une alternance. » Du récit de ce jeune homme au sourire solaire, désormais âgé de 24 ans, on comprend en filigrane que Parcoursup, la plate-forme d'orientation postbac, l'avait laissé sur le carreau. Il est aujourd'hui en école de commerce : « Et c'est grâce aux chantiers que j'ai faits avec Imaj que j'ai pu m'acheter des vêtements pour l'école. »

Épauler de jeunes précaires en décrochage ou sur la voie de la délinquance, trouver le moindre fil qui permettrait de les raccrocher à la société, voilà en résumé la mission des éducateurs de rue, qui œuvrent dans les quartiers dits « sensibles ». En Île-de-France, les émeutes ont mis en lumière leur rôle, jugé primordial par nombre d'élus locaux. « Leur présence en permanence sur le terrain, un travail de l'ombre, a été extrêmement importante à ce moment-là », confirme Nicolas Nordman, adjoint PS en charge de la prévention à Paris – qui compte 244 éducateurs et a augmenté en 2023 son budget consacré à la prévention spécialisée.

« **Prévenir la marginalisation** » Héritiers d'une pratique née au lendemain de la guerre auprès d'enfants livrés à eux-mêmes, les éducateurs de rue ont l'habitude de se

définir par la négative : ils ne sont « ni médiateurs ni animateurs ». « Le travail de rue, ce n'est pas de l'impro, ni de l'associatif, dit Habib, éducateur au sein d'Association Champigny Prévention (ACP), dans le Val-de-Marne. On a la même formation que les assistantes sociales. » Signe de l'exigence du métier, la plupart des structures n'embauchent pas d'éducateurs originaires du quartier où ils doivent intervenir : « On demande aux recrues de ne pas habiter, de ne pas avoir habité, et de ne pas avoir de famille sur place. C'est important, ne serait-ce que pour leur tranquillité », indique Joëlle Vasnier, présidente de l'association les Quatre-Chemins, implantée à Nanterre et Colombes (Hauts-de-Seine).

Leur mission : « prévenir la marginalisation et faciliter l'insertion » des jeunes et de leur famille dans des quartiers prioritaires. À la différence d'autres éducateurs, aucun juge, aucune administration ne leur confie le moindre jeune. C'est à eux, en parcourant le secteur auquel ils sont rattachés, de proposer leur aide à des ados et à des jeunes adultes, libres d'accepter ou non. « On ne part pas au hasard, on repère, on va voir des groupes qu'on connaît depuis un moment », précise Loïc, éducateur d'Imaj. À Villiers-le-Bel, en 2023, le club de prévention a accompagné 160 jeunes, selon Mathieu Lieuré, chef de service. « En 2019 c'était 250, mais on avait cinq ou six éducateurs. » Cette année, leur nombre est tombé à deux durant plusieurs mois. Reflet d'une situation générale : la profession, avec ses horaires parfois contraignants, ses salaires débutant à 1 400 €, attire peu.

## Un accompagnement dès 11 ans

Jules revient quelquefois, pour retrouver les éduc' dans les locaux chaleureux d'Imaj. Il n'est pas le seul. On croise une collégienne timide, un jeune homme qui rêve de travailler à l'aéroport de Roissy, ou encore Christ, étudiant de 19 ans, qui se sent ici « en famille » : « Ici, c'est le refuge, c'est tout pour moi ! J'étais vraiment dans une situation compliquée au collège... J'ai fait toutes mes démarches avec eux, ils m'aident encore aujourd'hui. »

À une trentaine de kilomètres de là, des collégiens font parfois la sieste

dans une jolie pièce tapissée de dessins et de photos, qui leur est dédiée, à l'étage du pavillon d'ACP, en lisière du Bois-l'Abbé. « Certains ont des problèmes de sommeil chez eux. Ici, ils se sentent en sécurité », note un éducateur. L'association, implantée depuis longtemps dans ce quartier de 20 000 habitants, ciblait autrefois les 16-25 ans. Elle compte désormais aussi une équipe « collègue » qui dispose de salles dans les établissements du secteur. « C'est une plus-value, on fait du repérage dès l'âge de 11 ans », note Jean-Michel, l'un des éducateurs de l'équipe, qui observe « des défaillances parentales, des problèmes d'addictions de plus en plus jeune ».

L'équipe de rue, elle, se déploie en fin de journée : « On marche de 17 heures à 19 heures, raconte Zack. On est facilement identifiables. Si les jeunes ne viennent pas vers nous, on y va, on discute. En général, ils sont à la recherche d'un emploi, parfois ils veulent manger quelque chose... »

## Ils ont maintenu le dialogue pendant les émeutes

Aux éducateurs, les jeunes réclament « du chantier ». Ce sont les « chantiers éducatifs », petits travaux de remise en état dans les locaux associatifs ou les cages d'escalier. « C'est souvent pour eux leur première fiche de paie, le moyen de payer une licence de sport, de financer le permis. Ça permet d'aborder l'administratif avec eux : faire une carte d'identité, ouvrir un compte bancaire... » explique Manel Mahjoubi, cheffe de service au sein d'ACP. Le lien de confiance peut mettre des mois à s'établir. « Et il faut parfois attendre des années pour avoir un résultat. Il faut être patient », souligne Moussa, éducateur de 34 ans, qui cite le cas d'un jeune passé plusieurs fois par la case prison. « Ça fait trois ans qu'on le suit. Maintenant, il nous écoute. Il voit que son frère, qu'on accompagne aussi, a trouvé du travail. Ça le motive. »

Lors des émeutes de l'été dernier, ces liens de confiance ont permis de maintenir un dialogue, coûte que coûte. Parfois, ils ont permis de raisonner de jeunes émeutiers – dans le XIX<sup>e</sup>, deux éducateurs racontent avoir appelé les parents d'un groupe de « petits » croisés tard le soir : « Ils avaient tous dit qu'ils



Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), octobre 2023. Samira et Moussa, éducateurs au sein du club de prévention du Bois-l'Abbé, se rendent tous les jours sur le terrain.

dormaient les uns chez les autres pour pouvoir sortir ! » Mais « la prévention spécialisée ne suffit pas pour éviter des troubles ou des rixes. Elle peut en réduire l'ampleur, aider à calmer les choses, relativise Véronique Chetaneau, directrice générale de la Fondation jeunesse feu vert, qui intervient à Paris et en Seine-Saint-Denis. Les éducateurs sont restés sur le terrain, alors qu'on voit la défiance des jeunes à l'égard des institutions. »

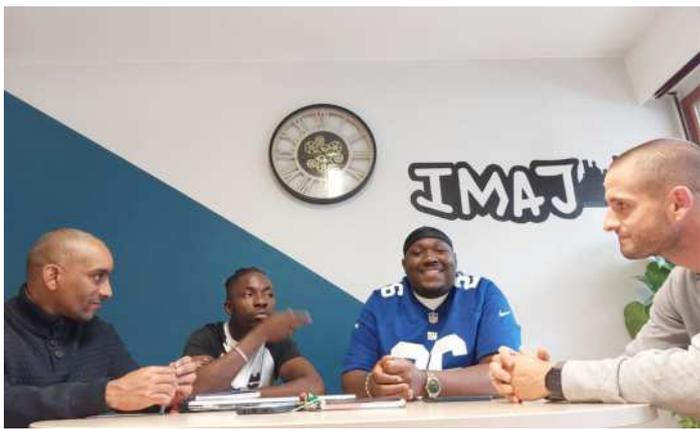
À Nanterre, les éducateurs de l'association des Quatre-Chemins, implantée dans le quartier du Parc, ont tenu bon pendant et après la flambée de colère qui a suivi la mort du jeune Nahel, originaire de la ville. « On a été dans le dialogue avec les jeunes, sans faire de morale, simplement pour essayer de les calmer », raconte Damien Hénique, chef de service. L'association a renforcé les séjours et les sorties durant l'été, accueillant « des jeunes, en larmes, bouleversés à cause de ce qui s'était passé ».

De son métier, Damien Hénique dit qu'il est « très beau, mais qu'on y côtoie la tragédie ». « En dix ans, j'ai vécu trois décès, dans des rixes ou des accidents. » À chaque fois, il a fallu poursuivre le travail.



**On ne part pas au hasard, on repère, on va voir des groupes qu'on connaît depuis un moment**

Loïc, éducateur pour l'association Initiatives multiples d'actions auprès des jeunes (Imaj), à Villiers-le-Bel (Val-d'Oise)



Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), octobre 2023. Loïc, à gauche, et Mathieu, à droite, de l'association Imaj, avec Christ et Jules, des jeunes de la ville.



LP/6.B.

## EMPLOI | Malgré les besoins, les candidats se font rares

**ÊTRE ÉDUCATEUR DE RUE**, ça ne s'improvise pas. Pour exercer ce métier, il faut décrocher un diplôme d'État d'éducateur spécialisé (qui permet aussi de travailler pour les services de l'Aide sociale à l'enfance ou dans l'accompagnement d'enfants handicapés). Les écoles et instituts de formation sont accessibles après le bac, pour un cursus en trois ans. Les éducateurs débutent avec un salaire net tournant autour de 1 480 € par mois.

Sur le terrain, le travail ne manque pas, les candidats se font même plutôt rares. Phénomène national auquel l'Île-de-France n'échappe pas (4 % des postes de prévention spécialisée sont vacants en Seine-Saint-Denis, de 10 à 15 % à Paris, tandis que dans les Hauts-de-Seine, 15,7 % des postes d'éducateurs étaient à pourvoir en mars dernier), et ce, alors que certains départements financent davantage de postes : 86 équivalents temps plein dans les Yvelines (dont 30 postes de chargés de prévention collège) contre 61 en 2017.

Les professionnels pointent aussi les effets inattendus de Parcoursup et de la réforme du concours d'entrée dans les organismes de formation (qui comportait aupa-

ravant des épreuves écrites, orales, ainsi qu'un long entretien avec un psychologue).

### « Sur le terrain, on croise des pépites »

« On a des gens de 19 ou 20 ans, c'est très jeune. Et leur formation est trop théorique », juge un éducateur des Yvelines. Simon Burruni, ancien éducateur et conseiller technique au sein de l'Uriopss (Union régionale interdépartementale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux), le confirme : « La moyen-



**On est en prise avec la souffrance sociale et face à ces difficultés, les professionnels quittent davantage leur poste**

Simon Burruni, ancien éducateur et conseiller technique au sein de l'Uriopss

n d'âge a baissé. À l'époque où j'ai suivi ma formation, la plupart des étudiants avaient déjà vécu, étaient mieux armés. » Or, estime-t-il, « on est en prise avec la souffrance sociale et face à ces difficultés, les professionnels quittent davantage leur poste, les équipes sont moins stables, ce qui rend encore plus difficile de s'y installer... »

Mais le tableau n'est pas monochrome, et Manel Mahjoubi, cheffe de service au sein d'ACP (Association Champigny Prévention), dans le Val-de-Marne, l'assure : « Une fois qu'on a mis le pied dans la prévention spécialisée, on ne peut plus en sortir. C'est vrai que ça ne fait pas rêver sur le papier, mais sur le terrain, on croise des pépites, des jeunes très intelligents, bloqués par leur environnement familial, social. » Damien Hénique, chef de service au sein de l'association Quatre-Chemins, à Nanterre (Hauts-de-Seine) dit que ce métier « a été une révélation » : « Les seules limites sont celles de notre imagination. On n'est pas cantonné à un domaine, hébergement, lutte contre les addictions, handicap... Et on accompagne des jeunes qui ont choisi librement d'accepter notre aide. »

## VILLIERS-LE-BEL | « On a mis fin à la politique des grands frères »

Jean-Louis Marsac, le maire (DVG) de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise)

Propos recueillis par  
Aurélié Foulon

**AU LENDEMAIN** des émeutes de 2007, le conseil départemental du Val-d'Oise avait attribué huit postes d'éducateur spécialisé à la commune. Mais aujourd'hui seul trois sont pourvus. Le maire (DVG) de la ville de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), témoigne du rôle essentiel de ces agents.

**Depuis les émeutes qui ont suivi la mort de deux adolescents dans la collision de leur moto-cross avec une voiture de police en 2007, comment s'articule la prévention à Villiers-le-Bel ?**

**JEAN-LOUIS-MARSAC.** Au printemps, nous avions trois éducateurs et un chef de service, au lieu des huit budgétés par le conseil départemental. C'est un effectif qui a été arraché après les émeutes, début 2008. Et il faut reconnaître que le département n'est jamais revenu en arrière sur le budget, mais on n'arrive plus à recruter. C'est la cata, on est à 50 % de l'effectif théorique, parfois moins, et ça fait bien deux ans que ça dure.

**Quelles sont les conséquences de ce sous-effectif chronique ?**

C'est plus que préoccupant ! On n'est pas dans une période où on peut s'en passer. Financer la prévention spécialisée, ce n'est pas distribuer de l'argent mais faire un travail de fond sur un problème de fond. Les difficultés d'insertion n'ont pas diminué, loin de là. Le travail social n'est pas quantifiable, mais il est essentiel. Plus il y a de présence sociale sur le terrain, plus cela fonctionne. Quand un jeune a une prise de conscience



LP/M.G.

ou s'il y a un incident et qu'on le guide vers les éducateurs, c'est tout de suite qu'il faut réagir. S'il trouve porte close, c'est perdu. Il faut répondre présent pour ne pas loupier le coche. On ne peut pas le mettre sur liste d'attente et lui dire de revenir dans trois mois.

**La prévention spécialisée est une compétence du département, que fait la ville dans ce domaine ?**

À Villiers-le-Bel, on a mis fin à la politique des grands frères pour professionnaliser le secteur. D'autant que le grand frère vieillit, comme tout le monde. On a recruté des profils d'animateurs, mais ce n'est pas le même métier. Ce n'est pas parce qu'on a un cœur gros comme ça qu'on peut construire une insertion. C'est un métier spécifique qui demande des connaissances spécifiques. Les éducateurs de rue, c'est une compétence du département que la commune finance à 20 %. Mais c'est tellement crucial qu'on serait prêt à payer plus pour avoir une équipe complète.



LP/VICTOR TASSEL

Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), en février 2023. Le quartier Derrière-les-Murs de Monseigneur avait été particulièrement marqué par les émeutes de 2007.